21.08.21 Manif Toulouse

Contre le passe sanitaire

Pour endiguer la propagation du contrôle...

... lutter encore et toujours !

Le contexte de l'épidémie de Covid-19 a permis à l'État de déployer, sur une période assez longue, toute une série de mesures « très attentatoires aux libertés », toute une série de mesures de *contrôle*. Alors que les gestionnaires alternaient entre incompétence, manque et refus de moyens, mesures autoritaires et déstabilisatrices, chacun a été assigné à résidence et/ou au travail (quand il y avait résidence et travail), soumis à diverses injonctions à la peur, y a-t-il meilleur gouvernement ? Peur d'attraper le virus, peur de le transmettre, peur du contrôle, des amendes, de la précarisation économique, etc. Les restrictions de déplacements ont été majeures. Il y a eu des réductions de libertés jusque dans les lieux d'enfermement (parloirs fermés dans les prisons et centres de rétention administrative, prolongation automatique et sans audience de la détention pour les personnes en préventive, par exemple). La situation a aussi aggravé les conditions de vies de nombre de non-garantis (par un statut salarial pérenne ou autre) : intérimaire, travailleur non déclaré, sans-papiers, sans domicile fixe, personne à la rue, etc. Les injonctions moralisantes à suspendre les relations sociales « non essentielles » (c'est-à-dire considérées comme produisant plus de risque que de profit) ont été pesantes : le passe sanitaire est aussi la concrétisation d'une police diffuse des comportements.

Après confinements, masque obligatoire dans la rue, attestations et couvre-feu, télétravail, procès à huis clos ou en visioconférence, resserrement des contrôles aux frontières, démultiplication des capacités de contrôle policier – avec à la clé l'arbitraire de l'amende et l'enfermement en cas de « récidive » –, le passe sanitaire vient parachever l'arsenal. Il intensifie l'atomisation produite par la séquence. Après le traitement de masse, on repasse au crible, au tri serré, un par un, en boucle. Tout se passe comme si le capitalisme de gestion entendait tester à grande échelle un idéal, à savoir : *transformer tout un chacun en contrôleur-contrôlé perpétuel*, et ainsi instiller largement ce qui est une partie centrale de la fonction de l'État – dont les agents en poste contrôleront contrôleurs comme contrôlés tout en réprimant les réfractaires. Contrôler l'épidémie, c'est bien. Contrôler les gens, c'est mieux. Faire que les gens se contrôlent entre eux, alors là, c'est le top.

Ni contrôleurs ni contrôlés !

Un slogan de mobilisation des mouvements autour du chômage affirme : « Plutôt chômeur que contrôleur ». On pourrait ajouter aujourd'hui : « Ni contrôleur(s) ni contrôlé(s) » !

Depuis un mois, en plein été, des mobilisations massives ont enfin lieu en France, il était temps. Passé la manifestation peuplée et combative du 14 juin 2020 en soutien aux revendications des soignants, la gestion étatique fut plutôt épargnée. La courte mais intense séquence contre la loi « sécurité globale », l'hiver dernier, bien que nourrie par l'épisode sécuritaro-sanitaire, ne ciblait pas frontalement l'actualité de la gestion de crise. Sur le front social, les contraintes ont contribué à freiner les luttes : chantages à l'expulsion en cas d'occupation, assemblées ouvertes interdites, injonctions à la « responsabilité » sanitaire, craintes intériorisées, etc. Le mouvement d'occupation des lieux culturels fermés pour cause de Covid-19 a pris en charge la lutte contre la réforme chômage ; il n'a pas pour autant débouché sur un mouvement de grande ampleur. Rappelons à ce propos que le gouvernement entend bien imposer cette baisse des revenus qu'est la réforme chômage (voir: semainedes4jeudis.noblogs.org), et que dès qu'il le pourra il allongera la durée du travail et imposera une baisse des pensions via le retour de la réforme des retraites.

Il va maintenant falloir trouver les moyens d'intensifier la mobilisation, le rapport de force, et d'ouvrir les voies du dépassement. Ce que les Gilets jaunes ont esquissé, il va bien falloir le poursuivre. Il faut tout d'abord refuser le piège tendu : la question n'est pas d'être pour ou contre le vaccin (pas plus, d'ailleurs, que d'être pour ou contre le virus), mais bien de s'opposer à la mise en place du passe sanitaire et plus généralement aux logiques gestionnaires qui président à son « invention ». Il va falloir aider à ce que les uns ou les autres, ici ou là, sortent des lectures complotistes et confusionnistes, et pas pour rentrer dans le rang ni pour obéir au gouvernement, mais bien pour se battre ; il va falloir lutter contre ceux qui propagent activement ces idéologies, et bien sûr contre les tentatives de main mise de l'extrême droite et des fascistes sur les mobilisations. Faut-il vraiment rappeler que l'extrême droite, non contente d'opposer les uns et les autres sur des critères non pertinents et très problématiques (racisme), a été, est et sera toujours pour l'ordre, donc pour la police (et la vidéosurveillance,

entre autres joyeusetés), donc pour le contrôle ? On ne combattra pas le contrôle par le contrôle ! Il faut avancer des points de vue critiques, logiques, émancipateurs, de lutte voire luttistes, et des pratiques de conflictualité sociales, politiques, subversives. Il faut repartir de loin, mais nous ne voyons pas d'autre option que d'impulser, *par la base*, dans les mouvements, la création des espaces d'organisation nécessaires à la lutte.

Un outil de liberté ?

Le député Guerini, délégué général de LREM, nous vend aujourd'hui le passe sanitaire comme un « outil de liberté ». La liberté, ici, serait une alternative à la fois au confinement et à la vaccination obligatoire. Mais comment l'État pourrait-il faire vacciner tout le monde sinon comme ça, par pressions, chantages, menaces et divisions ? Il ne fait pas de doute que les gouvernants visent à moyen terme la réduction d'une épidémie qui coûte cher (sans empêcher l'enrichissement massif de certains, ni qui le fossé des inégalités de revenus se creuse) ; il ne fait pas de doute non plus qu'ils cherchent une fois encore à faire d'une pierre deux coups : un coup contre l'épidémie, un coup pour le capital et pour le contrôle.

Il est certain que la mise en place de moyens, et d'habitudes, visant à produire un contrôle très large, de masse, centralisé et décentralisé, via des terminaux, et par le simple scan d'un QR code, à de quoi inquiéter, dans un contexte d'obsession sécuritaire de l'identification (papiers d'identité biométrique, fichages empreintes et ADN pour tous ceux qui passent en Garde AVue, traçabilités et reconnaissance faciale par caméra...) surtout après le énième renforcement des moyens policiers et sécuritaires, la loi de sécurité globale, et avec la mise en place du même type de contrôle sur les pièces d'identités. (cf: laquadrature.net/2021/06/09/passe-sanitaire-attaquons-lobligation-didentification).

Soyons concrets. Le passe sanitaire s'accompagne d'un quadruple régime d'obligations :

– Une obligation vaccinale effective pour tous ceux qui travaillent dans le vaste secteur du soin, avec la menace de perte de salaire et de travail (qui pourra vraiment se faire tester toutes les 72 heures, surtout quand les tests seront devenus payants ?)

– Une situation en étau, de contrôleur-contrôlé, pour toutes les personnes travaillant dans des « lieux accueillant du public », ce qui fait beaucoup de monde

– Des privations lourdes pour toutes les personnes ne pouvant ou ne voulant pas présenter de passe sanitaire : suspensions ou licenciements des travailleurs, pas d'hôpital hormis les urgences, pas de train longue distance, pas de bibliothèque, de cinéma, de musée, de piscine, de bar, de restaurant...

– Quant à tous les autres, la détention du passe sanitaire ne les exemptera pas du contrôle, au contraire, ni de ses implications : identification et traçabilité.

Le passe sanitaire est donc loin d'être une inoffensive paperasse. C'est une nouvelle forme – numérique – pour un contenu nouveau : le contrôle de tous par tous. Aussi temporaire serait-t-il, il fera figure de fort problématique précédent. Notons que les patrons se voient dotés de pouvoirs exorbitants sur leurs salariés.
Quand bien même le gouvernement se trouverait malin en contournant l'imposition de l'obligation vaccinale, les dégâts sociaux seront encore considérables : isolement, complications administratives, précarisations diverses. La machine de tri destinée à produire une situation sanitaire gestionnairement acceptable est en marche ; elle va demander beaucoup de soumission. Gageons qu'elle se grippera.

Pour en finir avec le capitalisme de gestion et de contrôle, il va malheureusement falloir plus qu'une épidémie. Il va falloir lutter, encore et toujours, pour que, de mutations en mutations, surgisse le variant Révolution.

Résistons aux politiques de gestion, à la généralisation du contrôle.
Réapproprions-nous la crise, réapproprions-nous le désordre.

Capricieux et défaitistes tant qu'il le faudra.
Pour le chaos et l'inactivité autant que nécessaire.

En lutte jusqu'à la révolution et au-delà.

lutte_variant_revolution@anche.no